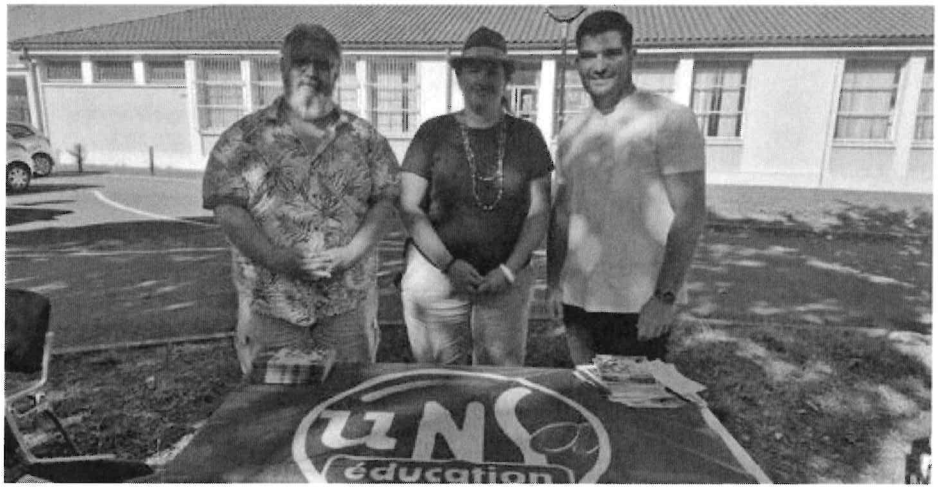
ÉDUCATION

La colère montesur les bancs scolaires



Julien Taillard, Marion Jullien et Mathieu Fuster tirent la sonnette d'alarme. (Photo NR, Chloé Robin)

Chloé Robin

La passion du métier ne suffit plus à compenser le manque de moyens et l'épuisement du personnel, constate l'Unsa. Un appel à la grève est lancé pour le 29 septembre.

Nous aimons notre métier mais on en a ras le bol de ne pas pouvoir l'exercer correctement : ce cri du cœur signé Julien Taillard, de l'Unsa (Union nationale des syndicats autonomes) résulte d'un sentiment général. C'est aussi ce qui ressort d'un baromètre national, lancé par le syndicat, basé sur plus de 42.000 réponses. Ce qu'elles contiennent justifie l'appel à la grève du 29 septembre, journée qui va *« fortement perturber les établissements scolaires des Deux-Sèvres »*, prévient

Mathieu Fuster, nouveau secrétaire départemental.

Des quotas par classe jugés trop hauts

« 90 % des personnels de l'Éducation nationale aiment leur métier, il n'y a pas d'autres professions qui atteignent ce score-là. En revanche, l'étude indique que seulement 3 % le recommandent. » Cet écart *« abyssal »,* principalement dû à une rémunération jugée insuffisante, et donc à un pouvoir d'achat qui stagne.

À l'inverse, selon l'Unsa, la charge de travail ne cesse d'augmenter. Julien Taillard explique : *« On demande toujours plus jusqu'au point de rupture. »* Marion Jullien, membre du syndicat enseignant, s'interroge : *« Quand va-t-on dire stop, ça suffit ? ».* En colère, elle ajoute : *« L'enseignement est le seul métier où l'on accepte de se faire frapper et insulter sans que rien ne bouge ! »*

Un autre aspect est pointé du doigt : l'école inclusive. Un concept fondamental pour l'Unsa, mais difficile sur le terrain : *« Ça ne peut pas reposer uniquement sur le travail et le bon vouloir des enseignants »,* affirme le nouveau secrétaire départemental. *« Au lieu d'ouvrir des classes Ulis (Unité localisée pour l'inclusion scolaire), un poste d'enseignant référent (1) a été supprimé. Dans le département, ils sont sept et gèrent 320 dossiers »*, s'insurge Marion Jullien. Une situation, selon elle, intenable : *« Ils ne sont plus en mesure de suivre les élèves et croulent sous la fatigue et la charge de travail. »* Elle admet : *« Le pire, c'est que dans chaque classe, il y a des élèves avec une notification MDPH (Maison départementale des personnes handicapées) qui se retrouvent à suivre une scolarité normale, alors*

que ce n'est pas adapté. » Et Mathieu Fuster d'ajouter : *« À la rentrée scolaire 2026, cent enfants avec une notification Ulis n'avaient pas de solutions. »*

L'Unsa considère également que les quotas par classes sont trop hauts. *« Ce n'est pas possible d'accueillir les élèves dans de bonnes conditions »,* maintiennent-ils. Ajoutez à cela un rectorat qui, toujours selon l'Unsa, *« refuse de recruter des contractuels »* et la marmite explose.

Le personnel administratif, lui non plus, n'est pas épargné : *« Sept établissements se retrouvent sans assistante sociale. »* Pour l'Unsa, *« il y a un manque dans tous les secteurs : 1,3 médecin scolaire est disponible pour neuf postes ».* Sans parler des départs à la retraite, *« que l'on ne remplace plus ».*

Chloé Robin

(1) L'enseignant référent veille au suivi de l'élève en situation de handicap en assurant un relais scolaire.